

Analyse Nucléaire: l'exportation d'EPR, un enjeu crucial de souveraineté

Par Fabrice Gliszczynski,
Rédacteur en chef adjoint de l'Opinion

Depuis l'annonce du gouvernement tchèque, cet été, d'écarter EDF au profit du sud-coréen HKNP pour la construction d'un réacteur nucléaire de type EPR, on entend parfois dire que la défaite de notre champion national de l'énergie est une bonne chose pour la relance du nucléaire français. Qu'après la mise en service au forceps de l'EPR de Flamanville, qui va enfin produire ses premiers électrons avec plus de douze ans de retard, EDF a mieux à faire dans l'Hexagone, où il doit mener à bien la construction de 14 EPR de nouvelle génération - six commandes fermes et huit en option -, que de partir à l'aventure à l'étranger. Erreur. Les contrats à l'export sont justement cruciaux pour réaliser ce chantier colossal fixé par Emmanuel Macron en 2022 et sécuriser en filigrane la souveraineté énergétique française à l'horizon 2050.

C'est en effet le seul moyen d'assurer une production en série et de maintenir à niveau les compétences, seuls gages pour éviter les

« C'est pour gagner en fiabilité et en productivité qu'EDF vise désormais la construction de deux réacteurs par an à partir de la prochaine décennie. Une ambition qui ne peut passer aujourd'hui que par l'export »

retards à répétition et les dérives financières. Lancé avec un seul exemplaire, l'EPR de Flamanville en est la triste illustration. C'est donc pour gagner en fiabilité et en productivité qu'EDF vise aujourd'hui la construction de deux réacteurs par an à partir de la prochaine décennie. Une ambition qui est loin d'être exagérée si l'on songe aux multiples chantiers ouverts simultanément en France dans les années 1970-1980, mais qui ne peut passer aujourd'hui que par l'export.

« **Effet domino** ». Moins de deux ans après l'échec en Pologne, la défaite tchèque est donc un coup très dur pour EDF puisqu'il prive l'électricien d'un premier contrat dans l'Union européenne, capable de déclencher un « effet domino » auprès des autres pays du Vieux Continent qui, à l'instar de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, ou encore de la Finlande et des Pays-Bas, prévoient eux aussi de relancer l'atome. Pis, ce revers envoie un message négatif à tous ces pays et fragilise EDF pour les prochains appels d'offres. D'autant plus que les conditions d'une victoire en République tchèque semblaient réunies.

Si le choix de la Pologne de préférer l'américain Westinghouse n'a pas surpris grand monde, au regard des liens de vassalité qu'entretient Varsovie à l'égard de Washington, celui de la République tchèque apparaît, lui, beaucoup plus surprenant. Les relations entre Paris et Prague sont bonnes, le gouvernement tchèque n'est évidemment pas inféodé à la Corée du Sud, et EDF avait l'avantage de proposer une technologie répondant aux normes européennes. Visiblement insuffisant pour le gouvernement tchèque, pour qui l'offre sud-coréenne était « la meilleure sur tous les critères évalués », avec notamment un « prix fixe », une pratique peu commune dans l'industrie nucléaire, mais évidemment plus rassurante sur le plan financier.

Les Tchèques ont-ils été effrayés par les dérapages de Flamanville, ou d'Hinkley Point au Royaume-Uni ? Pas impossible. Si c'est le cas, EDF paye les conséquences du coup de frein sur la construction de centrales nucléaires dans les années 1990. Car c'est bel et bien la perte de compétences qu'il a engendrée dans la filière nucléaire qui explique en grande partie de tels déboires.